



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Web

L'UE impose de nouvelles règles dans le «Far West» de l'internet

Le Parlement européen a validé mardi une nouvelle réglementation qui limitera le pouvoir des géants du web et favorisera davantage ...

• (Page 08)

Finance

Des plateformes de cryptomonnaies risquent la faillite

Plusieurs sites d'échange de monnaies virtuelles sont ...

• (Pages 08)



Togo / Organisation d'événements

Kda-pro et loka holding scellent un partenariat

• (Page 03)



• Kayissan Dominique ATAYI, Dg/KDA-PRO et Francis AGBADO, Pdg/IOKA Holding

Agriculture

• (Page 04)

Production céréalière en hausse de 3,4% au Togo

Orientation Budgétaire

Le DOB, un cadre d'échanges entre gouvernement et parlement

Un débat sans vote sur le Document d'orientation Budgétaire (DOB) s'est tenu, le ...

• (Page 02)

Marché boursier

Nouvelle composition de l'indice BRVM 10

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) porte à la connaissance du public et des intervenants du marché, qu'à l'issue de la révision ...

• (Page 05)

Investir davantage en Afrique

L'appel d'Akinwumi Adesina aux milieux d'affaires irlandais

Depuis qu'elle a rejoint le Groupe de la Banque africaine de développement en devenant le 81e actionnaire, en 2020 ...

• (Page 06)

Lutte contre l'Extrémisme violent

WANEP-Togo œuvre pour la validation de la SNAPLEV

La branche togolaise du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix ...

• (Page 11)

Cours des devises offert par

du Togo
L'économiste

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	628,250	4,605	759,500	653,500	487,500	93,500	170,500
Vente	655,957	635,250	4,665	759,500	659,500	494,500	95,250	173,500

Source : BCEAO

Orientation Budgétaire

Le DOB, un cadre d'échanges entre gouvernement et parlement

Un débat sans vote sur le Document d'orientation Budgétaire (DOB) s'est tenu, le jeudi 30 juin 2022 à l'Assemblée nationale en présence du ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya.

● Vivien ATAKPABEM

Cadre d'échanges entre le gouvernement et le Parlement, le Document d'orientation Budgétaire (DOB) est un outil d'orientation à la programmation et à une gestion budgétaire efficace et transparente institué par la réforme du cadre harmonisé de gestion des finances publiques de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) définit la trajectoire des finances publiques et les orientations de la politique de développement du gouvernement en lien avec la stratégie nationale et les critères de convergence communautaire. Le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2023-2025 a été élaboré dans un contexte de reprise de l'activité économique en 2021. Mais à l'heure actuelle, le Togo fait face à plusieurs incertitudes qui sont apparemment des défis. La première est liée à la crise du Covid, même si elle est jugulée aujourd'hui, il y a des menaces sur l'évolution de la pandémie et donc l'impact sur l'économie. La seconde concerne la guerre en Ukraine et la dernière porte sur la situation sécuritaire dans la sous-région. « Pour consolider les acquis et faire face durablement à ces défis, je voudrais réitérer la volonté du gouvernement à



poursuivre la mise en œuvre des réformes et actions visant la transformation structurelle de notre économie, la promotion de la production locale et la consommation locale notamment la production des engrais, d'intrants agricoles et des produits locaux ainsi que l'amélioration de l'offre de l'Energie », a déclaré Sani Yaya.

Selon les perspectives, la croissance sera de de 5,9% en 2022 de 6,5% en 2023 et de 7% en 2025.

Cela montre le dynamisme de l'économie togolaise et l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre et la précision de la vision du Chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE qui par son impulsion continue à conduire le bateau Togo, avec beaucoup de doigté, de leadership avisé. S'agissant des investissements, le Gouvernement fera appel au secteur privé notamment dans la construction des infrastructures et dans les mines. Ain-

si, les investissements privés représenteraient en moyenne 16,1% du PIB à moyen terme contre 14,5% en 2022. Par ailleurs, la modernisation de l'agriculture qui a été un point important lors de cette discussion devra baliser la voie au lancement des PME-PMI dans les industries de transformation notamment agricole. L'objectif désormais assigné au secteur agricole est qu'il prenne toute sa part dans l'émergence du Togo et qu'il contribue davantage à la croissance, en valorisant au mieux les atouts et ses potentialités. Sur les trois prochaines années, la transformation agricole sera l'un des piliers de la croissance économique attendue avec notamment l'implantation d'usines de transformation agro-industrielle au sein de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA), a souligné le ministre. La trajectoire fixée en termes d'orientation budgétaire est soutenable. Au plan social, la politique du gouvernement sera de favoriser une croissance économique endogène portée par des dépenses sociales ciblées, importantes en vue de soutenir la consommation intérieure et améliorer le bien-être des populations. Le Togo prévoit un retour à un déficit de l'ordre de 2,9% qui est dans la limite de la norme UEMOA et c'est ce qui est convenue avec l'ensemble des partenaires à 3% en 2024 et 2,9% en 2025.



AUX DECIDEURS...

Préparer les pays à la prochaine pandémie

À l'échelle mondiale, les cas de COVID-19 et les décès associés sont plus faibles en juin 2022 qu'ils ne l'étaient au début de l'année. Mais le nombre d'infections augmente. L'Afrique ne fait pas exception. Les deux dernières années ont provoqué une perturbation inimaginable de la vie normale. Et ces perturbations continuent de retarder la reprise des économies et des systèmes de santé en Afrique. Pour relever les défis persistants du système de santé et éviter le même sort lors de futures pandémies, les pays africains doivent prendre des mesures audacieuses pour réparer leurs systèmes de santé et les rendre plus résilients. Le groupe d'experts indépendant sur la préparation et la réponse à la pandémie mis en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié son deuxième rapport en mai 2022. En conseillant sur la manière de réduire la pandémie actuelle et de mieux se préparer à la prochaine, le rapport s'appuie sur la recherche scientifique et tables rondes d'experts. L'inaction jette les bases d'une autre pandémie, qui recommande des actions mondiales et locales. Comme différents continents et pays sont à des stades différents sur la voie de la mise en œuvre de ces recommandations, les pays africains devraient extraire les actions qui les concernent et les intégrer dans leurs systèmes de santé et leurs plans de préparation aux épidémies. Les recommandations de ce nouveau rapport s'appuient sur celles des rapports précédents du groupe d'experts. Ils ont examiné cinq aspects : un accès équitable aux outils ; financement de la santé ; le rôle de l'OMS dans la surveillance, la détection et l'alerte ; leadership politique ; et préparation. Le nouveau rapport met à jour les recommandations pour réparer un système de santé publique toujours en panne. La COVID-19 a clairement montré que les indices actuels de préparation, tels que l'état de préparation à la COVID-19, ne faisaient pas la distinction entre le manque de préparation et la vulnérabilité.

L'Afrique était considérée comme mal préparée à la COVID-19, mais était en fait moins vulnérable en raison de nombreux facteurs, notamment la démographie et le mode de vie en plein air. Par conséquent, les indices de préparation doivent être révisés pour avoir une perspective plus complète de la préparation, de la vulnérabilité et de la résilience. Il est peu probable que la prochaine pandémie soit la COVID. Le monde doit se préparer à de nouvelles menaces. Le G7 a pour ambition d'être en mesure de développer une intervention biologique face aux futures menaces pandémiques dans les 100 jours. Mais l'expérience des 10 ans d'attente pour les antirétroviraux contre le VIH et les difficultés d'accès aux vaccins COVID-19 montre que l'attente sera bien supérieure à 100 jours pour que les innovations d'autres continents atteignent l'Afrique. Par conséquent, les pays africains doivent renforcer leurs interventions de santé publique de base qui protègent contre de nombreux agents pathogènes différents. La superposition de réponses à une nouvelle maladie sur des systèmes de santé déjà faibles en Afrique les a encore plus affaiblis. Ainsi, en plus de la santé publique, les plans de préparation de l'Afrique doivent se concentrer sur le renforcement et la résilience du système de santé. Lorsqu'ils donnent suite aux recommandations du panel, les pays africains doivent les adapter pour remédier aux faiblesses spécifiques de leur système de santé, telles que la capacité de produire des fournitures médicales au niveau national. Les gouvernements et institutions africains doivent également améliorer les processus d'approvisionnement médical et de réglementation par le biais d'institutions et de structures régionales déjà existantes. Ce n'est qu'en domestiquer les recommandations que les pays africains tireront le meilleur parti et le plus grand soutien des initiatives mondiales.

Junior AREDOLA

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / Organisation d'événements

Kda-pro et Ioka holding scellent un partenariat

L'Agence KDA-PRO et IOKA HOTEL & SUITES font désormais chemins ensemble pour révéler le potentiel organisationnel du Togo en matière d'événements à haute portée économique. Les deux entités ont scellé, mercredi 29 juin 2022, un partenariat pour la mise en place de programmes innovants.

• Joël YANCLO

Les grands événements touristiques, culturels, sportifs, etc. considérés constituent un moteur de la croissance économique. Ils font rentrer de l'argent frais aux pays et, par effet de multiplication, engendrent une création de valeur ajoutée et d'emploi. Désireux de développer des synergies l'Agence KDA-PRO et IOKA HOTEL & SUITES ont décidé de se rapprocher afin de mutualiser leurs efforts et de conjuguer leur complémentarité. C'est ainsi que le mercredi 29 juin 2022, un partenariat a été conclu entre les deux structures pour l'organisation prochaine de la cérémonie officielle de remise de prix NANAGAN 2022 à l'Hôtel IOKA Lomé. Kayissan Dominique ATAYI, Initiatrice du concours NANAGAN, Directrice Générale de l'Agence KDA-PRO et Francis AGBADO, Président Directeur Général de IOKA Holding travailleront, ensuite, à la mise en place de programmes innovants visant à rendre unique chaque passage/séjour à l'hôtel IOKA. « Nous sommes ravis de ce partenariat, les équipes KDA-PRO, le comité d'organisation de NANAGAN et moi-même. IOKA Hôtel & Suites Lomé développe une vision et une philosophie similaires aux nôtres à savoir, entre autres, travail-

ler à fournir des prestations de qualité selon une dynamique de culture de l'Excellence et aussi travailler pour le plein épanouissement des femmes », a déclaré Kayissan Dominique ATAYI, Initiatrice du concours NANAGAN, Directrice Générale de l'Agence KDA-PRO pour qui, NANAGAN est, principalement, un programme axé sur le développement personnel des femmes. Le programme a donné naissance à un concours sous régional d'élégance et de la valorisation de la femme africaine. Pour Francis AGBADO, Pdg de IOKA Holding « ce fut un honneur pour nous de signer ce partenariat avec KDA-PRO puisque cela fait partie des valeurs de IOKA de soutenir et accompagner la femme Africaine, à cet effet à chaque mois, un jour est dédié à la femme à travers notre plateforme IOKA CONNECT qui organise la soirée AMAZONE, une soirée au cours de laquelle les femmes partagent leurs expériences, leurs parcours respectifs et surtout parler des obstacles et échecs essuyés mais aussi des victoires et succès remportés. En somme, ce partenariat avec KDA-PRO cadre avec nos valeurs et visions ». Car, IOKA est un groupe immobilier et de lifestyle intégré, promoteur notamment de l'hôtel IOKA Hôtel & Suites de Lomé. Acteur engagé du



• Kayissan Dominique ATAYI, Dg/KDA-PRO et Francis AGBADO, Pdg/IOKA Holding

développement territorial et du tourisme, IOKA pense dès aujourd'hui la ville de demain en déployant pour chaque projet la même passion et conception holistique avec un désir constant d'innovation. Le groupe contribue fortement à travers ses réalisations, à l'atteinte des objectifs de développement initié par le gouvernement.

Qui est NANAGAN ?

A la recherche d'un partenaire en vue de l'organisation de la cérémonie de remise de prix NANAGAN 2021 courant juillet, « nous avons eu à avoir des échanges de qualité avec des personnes engagées, professionnelles et tournées vers un programme événementiel qui nous a accroché, en tant qu'agence de communication événementielle.

Et le cadre est magnifique et bien situé », a précisé Kayissan Dominique ATAYI. NANAGAN est le 1er concours sous-régional d'élégance et de valorisation de la femme africaine. Pour le moment deux pays sont en lice que sont le Togo et le Bénin. Le 13 juillet 2019, il a été organisé la finale de la première édition à Lomé. La lauréate était la Béninoise Docteur Nadiatoulaye MAMA. Le 04 décembre 2021, se tenait la finale de la seconde édition, la Togolaise AKLAMANO Amélé Alexandrine était la lauréate. La première édition s'était déroulée au Palais des Congrès de Lomé avec plus de 1.500 participants dont environ trois cent personnes venues du Bénin. La seconde édition a eu lieu à l'hôtel Petit Brussel et a enregistré 450

entrées, selon les mesures barrières Covid-19 édictées en son temps.

Promouvoir la beauté ronde

L'objectif l'Agence KDA-PRO est, entre autres, de faire reculer le mal être dû à la marginalisation de la gente féminine, en particulier des femmes rondes. Cela passe par des sessions de formations, de coaching et de mentorat sur différents thèmes (confiance et estime de soi, hygiène sanitaire et alimentaire, conseil en image, entrepreneuriat, techniques de prise de parole, sport, loisirs, etc. il est à rappeler que NANAGAN n'est pas une invitation à l'obésité. Sa mission est de donner à la femme ronde et à la femme en général les

chances égales de réussite et d'accomplissement de soi en créant des cadres favorables au développement de tous. Ceci, avec comme vision, de permettre à tous d'avoir des chances égales face à des qualifications similaires, sans considération de gère et de morphologie.

Exécuter le programme de NANAGAN 2021

A court terme, l'objectif de l'Agence KDA-PRO est déjà de concrétiser cette édition spéciale de remise de prix, de mener à bien le programme établi pour la Nanagan 2021 (soutien aux couches vulnérables de la société, éducation et formation, aide au développement d'AGR (Activités Génératrices de Revenues). « La mission a déjà débuté avec des dons de vivres et non vivres dans un centre hospitalier et un orphelinat de la place ainsi que des ateliers de formation sur des thématiques transformatrices » indique Kayissan Dominique ATAYI qui envisage d'organiser la 3ème édition de NANAGAN avec la participation de plusieurs pays de la sous-région. KDA PRO est une agence spécialisée dans la communication, l'événementiel et la décoration. L'agence est l'initiatrice du concours NANAGAN avec à sa tête la Togolaise Kayissan Dominique ATAYI KDA.



Agriculture

Production céréalière en hausse de 3,4% au Togo

La production céréalière dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest africain (UEMOA) a enregistré une évolution mitigée au cours de ces trois dernières années. En effet, après une baisse de 2,7% lors de la campagne agricole 2019/2020, la production de céréale s'est accrue de 3,2% en 2020/2021, puis s'est inscrite en baisse de 13,1% en 2021 et 2022.

● Eyram AKAKPO

Les effets de la contre-performance du bilan céréalier de la campagne 2021/2022 dans l'UEMOA se sont ressentis à partir du quatrième trimestre de l'année 2021. Selon un rapport de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest, datant de juin 2022, les baisses de production les plus significatives ont été notées au Niger (-39,0%), au Mali (-14,9%), au Burkina (-10,0%) et au Sénégal (-4,4%), du fait notamment des poches de sécheresse et un arrêt précoce de la pluviométrie dans la bande sahélienne, qui ont affecté négativement les rendements des cultures. En revanche, il est noté une hausse de +3,4% au Togo, +5,0% en Côte d'Ivoire, +10,1% en Guinée-Bissau et +4,8% au Bénin. En conséquence, l'analyse annuelle par pays montre un relèvement des prix des pro-



duits céréaliers dans la quasi-totalité des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée Bissau (-0,2%). En particulier, le prix du maïs s'est accru au Burkina (+41,3% contre +13,8% un an plus tôt), au Mali (+51,3% contre +4,6% un an plus tôt) et au Niger (+34,4% contre +8,3% un an plus tôt).

Baisse de la production des tubercules, légumes et plantains dans certains Etats de l'union

La production des tuber-

cules, légumes et plantains a connu une baisse dans certains pays de l'Uemoa. Cette contrainte de l'offre a été exacerbée par les défauts d'approvisionnement des marchés. Cette situation a induit des tensions sur les prix des tubercules et plantains, qui se sont inscrits globalement en hausse dans les pays de l'UEMOA (+10,7%). Les progressions les plus importantes ont été localisées en Côte d'Ivoire (+18,3%), au Togo (+14,7%), au Burkina (+5,2%) et au Niger (+4,7%). La hausse des prix des légumes a également connu une accélération dans l'Union (+5,3%), en particulier ceux des légumes secs (+15,5%). Cette augmentation est observée dans la plupart des Etats. Plus particulièrement pour les légumes secs, les fortes progressions ont été notées au Niger (+25,0%), au Burkina (+24,9%), au Bénin (+15,5%) et au Togo (+13,3%), en raison notamment d'une insuffisance de l'offre sur les marchés. Cette baisse de l'offre s'explique d'une part, par la faiblesse de la production et, d'autre part, par les difficultés d'acheminement vers les marchés induits par les crises sécuritaires et sanitaires.



Augmentation de la production cotonnière au Togo

La FNGPC COOP-CA définit les stratégies

La Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Coton (FNGPC COOP-CA) s'est réunie le mercredi 29 juin 2022, à Lomé, en assemblée générale ordinaire exercice 2021-2022 pour faire le bilan et définir les stratégies à adopter pour augmenter la production cotonnière au Togo.

● Bernard AFAWOUBO

au Togo, le coton demeure une culture stratégique pour le développement du pays. Mais force est de constater que la production nationale subit de plus en plus un ralentissement avec une production passée de 65.185 tonnes à la campagne 2020-2021 à 52.528 tonnes pour la nouvelle campagne traduisant une baisse de 2,84%. A en croire Dindioque Konlani, directeur de cabinet du ministère de l'Agriculture, cette baisse est liée à l'irrégularité des pluies. « Mais plusieurs initiatives sont prises pour la relance du secteur. Il s'agit notamment des dispositions prises pour garantir un prix rémunérateur aux producteurs, améliorer la productivité et le rendement et agrandir des espaces dédiés aux cotons. Aussi sera-t-il question de mettre à disposition des producteurs,



des intrants pour accroître la production et trouver des solutions durables aux problèmes qui minent le secteur » a-t-il indiqué. « Durant ces trois dernières années, nous avons entrepris des réformes en profondeur avec le gouvernement à l'arrivée du groupe OLAM, le nouvel actionnaire majoritaire. Avec l'arrivée du nouvel actionnaire, la Fédération s'est vue accroître sa part dans la société... Aujourd'hui, nous pouvons vous dire que la fédération qui avait 40% de part sociale avec 100 mil-

lions FCFA dans la société cotonnière, a augmenté sa part. Suite aux réformes, la participation de la fédération a été renforcée et portée à six (6) milliards FCFA ce qui représente 25% du capital social », a déclaré Kousouwè Kouroufeï, président du Conseil d'administration de la FNGPC COOP-CA. Le prix du kilogramme de coton graine est relevé à 300 FCFA et le prix des intrants stabilisé pour motiver les contonculteurs à augmenter la production.

Togo / Indemnité

10 millions FCFA pour la famille de chaque militaire tué au cours d'une opération intérieure

Au Togo les familles des forces de défense et de sécurité (FDS) décédées au cours des opérations à l'intérieur du pays recevront désormais chacune, une indemnité forfaitaire de 10 millions FCFA.

Ce montant est fixé d'un commun accord par les ministres de l'Economie et des Finances Sani Yaya, de la Sécurité et de la Protection civile Général Yark Damehame, et des Armées Marguerite Gnakadè, à travers un arrêté interministériel. Selon l'arrêté, cette indemnité, destinée à la famille survivante, est « imputable au budget de l'Etat » et sera répartie entre les ayants-droit de la personne décédée, conformément aux dispositions en



vigueur au Togo en matière de succession. La mesure sociale est annoncée par les autorités quelques semaines, après le décès de 8 militaires

togolais, tombés lors d'une attaque terroriste à Kpékpa-kandi, dans la préfecture de Kpendjal.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**

Siège Social : 18, Avenue Joseph Anoma, Plateau - 01 B.P. 3802 Abidjan 01

Tél: (225) 27 20 32 66 85 / 27 20 31 55 50 Fax : (225) 27 20 32 66 84

E-mail : brvm@brvm.org Site Internet : www.brvm.org**AVIS N° 124 - 2022 / BRVM / DG**

**Nouvelle composition de l'indice
BRVM 10**

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) porte à la connaissance du public et des intervenants du marché, qu'à l'issue de la révision trimestrielle des indices boursiers, elle a procédé à la modification de la composition de l'indice BRVM 10.

La nouvelle composition se présente comme suit :

1-	ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED TG	-	ETIT
2-	SONATEL SN	-	SNTS
3-	ECOBANK CI	-	ECOC
4-	ONATEL BF	-	ONTBF
5-	PALM CI	-	PALC
6-	SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE CI	-	SIBC
7-	ORAGROUP TG	-	ORGT
8-	SOGB CI	-	SOGC
9-	CFAO MOTORS CI	-	CFAC
10-	NESTLE CI	-	NTLC

Sociétés sortant de l'indice :

SOCIETE GENERALE CI	-	SGBC
CIE CI	-	CIEC
TOTAL CI	-	TTLC

Sociétés entrant dans l'indice :

ORAGROUP TG	-	ORGT
CFAO MOTORS CI	-	CFAC
NESTLE CI	-	NTLC

Par cette mise à jour, la Bourse Régionale continue d'assurer le respect des critères d'éligibilité pour chacun des titres composant l'indice BRVM 10 afin qu'il offre une meilleure représentation de la liquidité du marché.

Fait à Abidjan, le 1^{er} juillet 2022

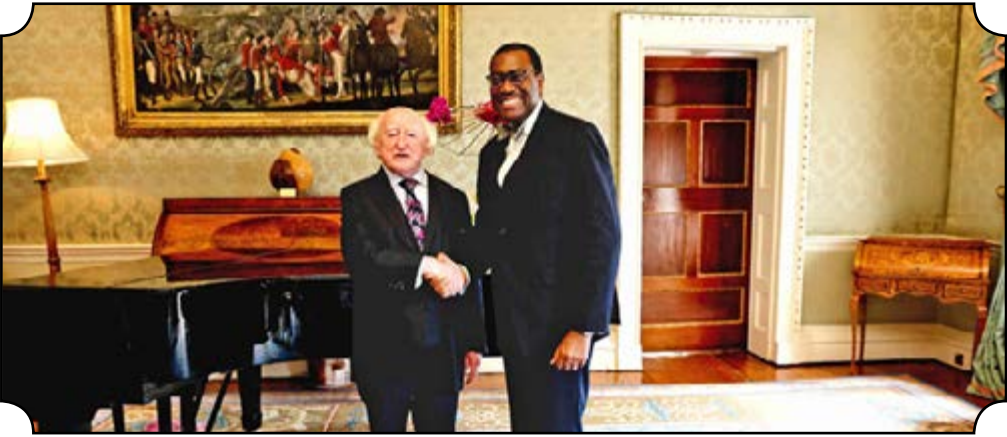
Le Directeur Général

Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE

Investir davantage en Afrique

L'appel d'Akinwumi Adesina aux milieux d'affaires irlandais

Depuis qu'elle a rejoint le Groupe de la Banque africaine de développement en devenant le 81^e actionnaire, en 2020, l'Irlande manifeste un intérêt croissant pour le renforcement de ses liens économiques avec l'Afrique. Une ambition fortement encouragée, la semaine dernière, lors du 7^e Forum économique Afrique-Irlande à Dublin, où le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a exhorté les milieux d'affaires irlandais à investir davantage en Afrique.



● Nicole ESSO

Si vous n'investissez pas en Afrique, vous n'êtes pas dans les affaires, a lancé M. Adesina, face à l'assistance. Les investissements directs étrangers de l'Irlande en Afrique s'élevaient à 572 millions de dollars à la fin 2020 et ne représentaient que 0,05 % du total net des investissements directs étrangers de l'Irlande. C'est trop peu. L'Irlande doit investir beaucoup plus en Afrique. Fixons-nous l'objectif de porter à 15 % la part des investissements irlandais en Afrique. » L'enthousiasme que les autorités irlandaises ont publiquement exprimé quant à la coopération irlandaise-africaine est venu conforter l'invité du président de la première institution de financement du développement en Afrique. S'exprimant jeudi 30 juin dans le cadre du Forum, le ministre des Affaires étrangères et ministre de la Défense, Simon Coveney, a évoqué le renforcement des liens économiques et culturels de l'Irlande avec l'Afrique. Et de souligner que les échanges commer-

ciaux entre l'Irlande et l'Afrique atteindraient sans doute 5 milliards d'euros d'ici à 2025. Accueillant le responsable du Groupe de la Banque vendredi, le Président irlandais Michael D. Higgins a félicité M. Adesina pour le travail accompli avec la création récente de la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique. « Rien n'est plus important que cela », a déclaré le chef de l'Etat irlandais, qui a parlé de son intérêt de longue date pour l'Afrique et dit son optimisme quant à son avancement économique. Mentionnant la crise alimentaire mondiale imminente qu'entraîne la guerre de la Russie en Ukraine, le président Higgins a salué les mesures préventives que la Banque a prises pour assurer la sécurité alimentaire du continent. « Le président Higgins m'a reçu très chaleureusement. L'Afrique lui tient à cœur et le passionne, a déclaré M. Adesina. Il m'a dit : "Vous faites un travail extraordinaire pour l'Afrique avec votre leadership à la tête de la Banque africaine de développement. Votre vision

m'inspire. »

M. Adesina évoque les défis du continent

Dans son discours, le président de la Banque africaine de développement a captivé une salle de conférence bondée, évoquant l'environnement économique actuel africain, les défis qui se posent au continent et les nombreuses opportunités aussi, ainsi que le rôle de « banque de solutions » dévolu au Groupe de la Banque africaine de développement, un partenaire privilégié pour ses pays membres régionaux, ses partenaires internationaux au développement et la communauté internationale des affaires. Une communauté des affaires qu'il a invitée à investir : « Vous pouvez compter sur la Banque africaine de développement comme partenaire », a-t-il souligné. Dans son allocution d'ouverture, Paul Ryan a déclaré : « En plus d'être l'optimiste en chef de l'Afrique, j'aimerais dire à M. Adesina qu'il est aussi le plus proche ami de l'Irlande à la Banque africaine de développement et sur le continent africain également. Il a été un partenaire exceptionnel pour l'Irlande au cours des deux dernières années, en particulier depuis que nous avons rejoint la Banque en février 2020. [...] La réponse de la Banque – sous l'égide du président – à la crise de la Covid et maintenant à la guerre en Ukraine, a été absolument exemplaire. Un travail considérable a été fait pour préparer l'avenir en matière de sécurité alimentaire, d'énergie renouvelable et de développement économique, et cela répond exactement à nos objectifs de développement. Nous sommes très heureux d'avoir rejoint la Banque, très heureux du niveau d'engagement et très heureux du travail que la Banque a accompli sur le continent. »



Levée des sanctions économiques contre le Mali

Vers une décrispation des relations avec la CEDEAO

Depuis le refus du gouvernement d'Assimi Goita de se conformer aux exigences de la CEDEAO, le Mali est sous le coup de sanctions économiques et financières qui affectent son économie. En juin, la CEDEAO s'était réunie sur le cas de Bamako mais la rencontre avait dû être reportée au 03 juillet.

Les chefs d'Etats de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) ont décidé de lever les sanctions contre le Mali. L'annonce a été faite ce dimanche 03 juillet 2022, à l'issue d'un sommet extraordinaire organisé à Accra. « Le sommet a décidé de lever toutes les sanctions économiques et financières à partir de ce jour » a indiqué Jean-Claude Kassi Brou président sortant de la Commission de la Cédéao cité par plusieurs médias. Ce nouvel épisode intervient après une longue série qui a marqué une détérioration des relations entre Bamako et l'institution sous-régionale. Après que les militaires au pouvoir aient adopté un chronogramme de la transition à l'opposé de ce que proposaient les chefs d'Etat sous-régionaux, ces derniers avaient imposé de sévères mesures de rétorsion commerciale et financière pour forcer la junte à présenter un calen-



drier « acceptable ». Dans un contexte de hausse de l'inflation mondiale, compliquée par la situation sécuritaire nationale et des difficultés économiques préexistantes, ces sanctions qui isolaient le Mali de l'économie sous-régionale, impactaient négativement les populations maliennes. Des populations qui devraient être les premières bénéficiaires de la réouverture officielle de leur économie. Bien que Bamako reste suspendu de la CEDEAO jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel, l'institution envoie également un signal positif à l'actuel gou-

vernement de transition. Ce dernier a d'ailleurs annoncé début juin une transition de 24 mois, un délai finalement plus long que celui demandé initialement par la CEDEAO mais bien en dessous des cinq années évoquées en début d'année 2022. Notons également que les chefs d'Etat de l'organisation ont rappelé l'impossibilité des militaires au pouvoir de se présenter à la prochaine élection présidentielle, tout en réaffirmant le maintien des sanctions individuelles contre les dirigeants de la junte.

Avec Agence Ecofin

Campagnes marketing

ABR nomme Africa Influencer Agency comme partenaire RP

L'African Business Roundtable (ABR) a choisi la maison de médias Africa Influencer Agency pour être responsable de ses campagnes marketing et médiatiques. À ce titre, Africa Influencer Agency créera et diffusera toutes les actualités et le matériel de promotion de la table ronde des entreprises africaines, fournira un podium approprié à ses membres et organisera ses événements et activités.

● Junior AREDOLA

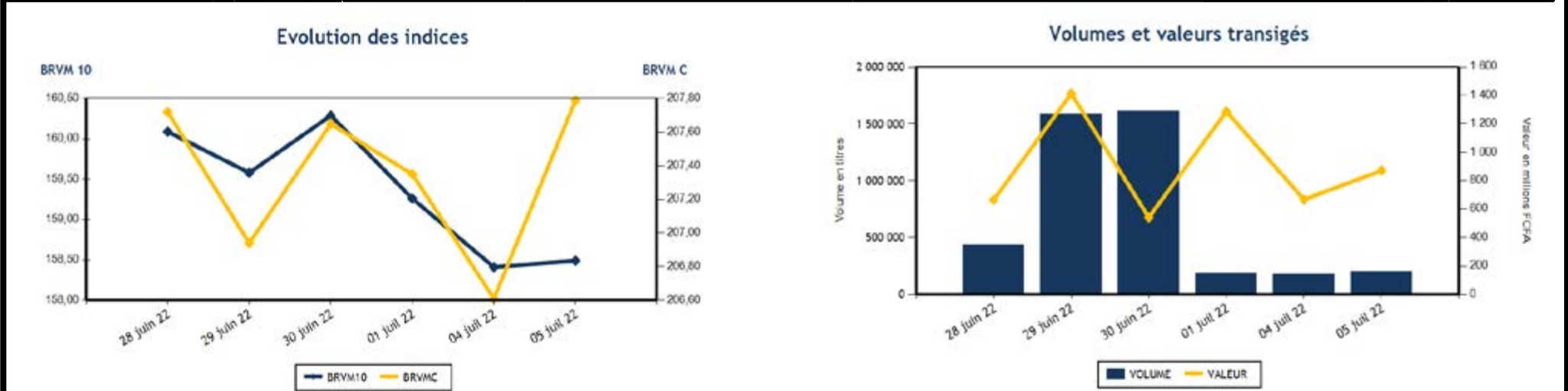
L'African Business Roundtable, qui en est à sa troisième décennie de fonctionnement, est un établissement qui se targue d'être la première porte qui ouvre le continent aux investissements étrangers et place les chefs d'entreprise africains sur la scène internationale. Elle fête ses 30 ans avec un livre qui paraîtra prochainement. Samuel Ayodele, Secrétaire exécutif, African Business Roundtable : « Notre parcours est de 30 ans à l'African Business Roundtable et notre objectif n'a pas changé : amener l'Afrique au monde et le monde à l'Afrique. Nous sommes convaincus que notre collaboration avec Africa Influencer Agency a contribué à la réalisation de cet objectif. Africa Influencer Agency, une branche de l'organisation médiatique Africa Business Communities, gère actuellement loin



la plus grande communauté LinkedIn de professionnels africains au monde et est ravie de commencer ce projet avec l'ABR. Marc Stubbé, Associé directeur, Africa Influencer Agency : « En tant que spécialiste pour atteindre les cadres de niveau C dans tous les pays africains et le reste du monde, Africa Influencer Agency connaît une forte demande dans les services de relations publiques des acteurs clés du domaine. Nous sommes honorés d'avoir été triés sur le volet pour cette campagne. La Table ronde des entreprises africaines a travaillé sans relâche pendant des décennies pour promouvoir les intérêts du secteur privé des affaires du continent et mérite la meilleure représen-

tion, ce que nous prévoyons d'offrir. Nous allons progressivement mettre en lumière les réalisations et les efforts en cours de la Table ronde des entreprises africaines. » L'African Business Roundtable est une ONG dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOG) et est la seule organisation représentant le secteur privé africain au sein de l'ECOSOG. Le Groupe de la Banque africaine de développement a créé l'African Business Roundtable en 1990. L'African Business Roundtable est la principale association d'entreprises et de chefs d'entreprise à l'échelle du continent africain. Il s'agit d'une organisation indépendante, non partisane et à but non lucratif financée par le secteur privé, qui s'engage à favoriser la croissance économique et le développement social menés par le secteur privé africain en Afrique.

BRVM 10	158,49	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 127 mardi 5 juillet 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	207,79
Variation Jour	 0,05 %		Variation Jour	 0,57 %
Variation annuelle	 3,24 %		Variation annuelle	 2,72 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 254 956 885 602	0,57 %
Volume échangé (Actions & Droits)	196 127	23,39 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	861 100 924	94,38 %
Nombre de titres transigés	40	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	38,46 %
Nombre de titres en baisse	12	-20,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-16,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 615	7,31 %	8,75 %
BICI CI (BICC)	6 740	6,98 %	-8,92 %
SODE CI (SDCC)	5 300	6,43 %	23,40 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	900	5,88 %	4,65 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	645	5,74 %	3,20 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	115,61	0,07 %	5,00 %	5 057	9 438 365	26,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	468,99	1,54 %	4,49 %	23 322	115 889 580	9,69
BRVM - FINANCES	15	76,33	-0,31 %	-1,04 %	137 751	433 063 664	7,51
BRVM - TRANSPORT	2	402,56	0,00 %	-35,29 %	621	1 023 850	6,44
BRVM - AGRICULTURE	5	341,13	0,23 %	40,20 %	24 985	293 800 920	7,19
BRVM - DISTRIBUTION	7	383,31	2,59 %	-5,92 %	4 362	7 841 190	28,99
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 844,65	0,00 %	104,79 %	29	43 355	17,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,34	
Taux de rendement moyen du marché	6,18	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,68	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 245 722,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 571 978 484,29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 756 109 140 030	-0,02 %
Volume échangé	1 288	-94,26 %
Valeur transigée (FCFA)	8 931 658	-96,02 %
Nombre de titres transigés	8	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	6	-33,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 525	-6,99 %	-15,87 %
BERNABE CI (BNBC)	2 200	-6,38 %	1,15 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 650	-3,42 %	-8,65 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 865	-2,70 %	-16,91 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 315	-2,59 %	-34,25 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	6,61	
Ratio moyen de satisfaction	9,79	
Ratio moyen de tendance	148,06	
Ratio moyen de couverture	67,54	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,09	
Nombre de SGI participantes	25	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Enquête

En 2020, près de 43% des Suisses vivaient dans un ménage endetté

Les leasings pour véhicule et les arriérés de paiement étaient les types de dettes les plus fréquents, révèle une enquête de l'OFS.

En 2020, 42,9% de la population suisse vivait dans un ménage avec au moins une dette. Les leasings pour véhicule et les arriérés de paiement constituaient les types de dettes les plus fréquents: 15,5% de la population vivait dans un ménage ayant au moins un leasing et 14,9% dans un ménage ayant eu au moins un arriéré de paiement au cours des 12 mois précédents. C'est

ce que révèle l'enquête sur les revenus et les conditions de vie (SILC) de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Les arriérés de paiement sont «des factures qui n'ont pas pu être réglées dans les délais et qui concernent les types de dépenses suivants: loyer ou intérêts hypothécaires sur le logement principal, factures d'eau, d'électricité, de gaz ou de chauffage,

primes d'assurance maladie, remboursements de crédits, impôts, télécommunications, pensions alimentaires et autres dépenses», explique l'OFS dans un communiqué de presse. En 2020, les arriérés de paiement les plus fréquents portaient sur les impôts (7,5% de la population) et sur les primes d'assurance maladie (5,5% de la population).

(comm/aze)

Web

L'UE impose de nouvelles règles dans le «Far West» de l'internet

Le Parlement européen a validé mardi une nouvelle réglementation qui limitera le pouvoir des géants du web et favorisera davantage de concurrence et de protection pour les consommateurs.

Des obligations et interdictions nouvelles imposées aux géants du numérique pour limiter leurs abus de pouvoir: le Parlement européen a approuvé mardi à une écrasante majorité la grande régulation de l'UE pour ramener l'ordre dans le «Far West» de l'internet. La nouvelle législation devra encore recueillir l'aval définitif des États membres la semaine prochaine. Pionnière à l'échelle mondiale, elle pourrait inspirer d'autres pays, dont les États-Unis. Elle se compose de deux textes présentés par la Commission en décembre 2020 et négociés pendant un peu plus d'un an. D'une part, un règlement des marchés numériques (DMA) qui doit endiguer les pratiques anticoncurrentielles des Gafam (Google, Apple, Meta (Facebook), Amazon et Microsoft). D'autre part, un règlement des services numériques (DSA) dont l'objectif est de réguler les contenus en ligne en contraignant les grandes plateformes à respecter les lois et à coopérer avec les régulateurs. Le premier a été approuvé par 588 voix (11 contre, 31 abstentions) et le deuxième par 539 voix (54 contre, 30 abstentions) lors d'un vote des eurodéputés en séance plénière à Strasbourg.

«Nouveau shérif en ville»

«Le numérique s'est développé un peu comme dans un western, il n'y avait pas de véritable règle du jeu, mais maintenant il y a un nouveau shérif en ville», avait déclaré lundi soir la rapporteure du DSA, l'eurodéputée danoise Christel Schaldemose (S&D, sociaux-démocrates). Le DMA marque un changement de philosophie dans



● **Les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) sont particulièrement visés par la nouvelle réglementation.** AFP

la lutte contre les abus des grandes plateformes.

Agir en amont

Après des années à courir en vain après les infractions de ces multinationales dans des procédures judiciaires interminables, Bruxelles veut agir en amont, en leur imposant une vingtaine de règles à respecter sous peine d'amendes dissuasives. Objectif: agir vite et efficacement, avant que les comportements abusifs n'aient détruit la concurrence.

Dérives des réseaux sociaux

Le deuxième volet, le DSA, entend mettre fin aux dérives des réseaux sociaux qui ont souvent défrayé la chronique: assassinat du professeur d'histoire Samuel Paty en France après une campagne de haine en octobre 2020, assaut de manifestants sur le Capitole aux États-Unis en janvier 2021 en partie planifié grâce à Facebook et Twitter... Le texte concerne aussi les plateformes de vente en vahies de produits contrefaits ou défectueux, qui peuvent s'avérer dangereux à l'instar de jouets d'enfants ne respectant pas les normes de sécurité.

Produits mieux contrôlés

Le nouveau règlement imposera le retrait rapide de tout contenu illicite (selon les lois nationales et européennes) dès qu'une plateforme en aura connaissance. Il contraindra les réseaux sociaux à suspendre les utilisateurs violant «fréquemment» la loi. Le DSA obligera les sites de vente en ligne à contrôler l'identité de leurs fournisseurs avant de proposer leurs produits.

Audits indépendants

Il impose aux «très grandes plateformes», celles comptant «plus de 45 millions d'utilisateurs actifs» dans l'UE, d'évaluer elles-mêmes les risques liés à l'utilisation de leurs services et de mettre en place les moyens appropriés pour retirer des contenus problématiques. Elles se verront imposer une transparence accrue sur leurs données et algorithmes de recommandation. Elles seront auditées une fois par an par des organismes indépendants et placées sous la surveillance de la Commission européenne.

(AFP)

Finance

Des plateformes de cryptomonnaies risquent la faillite

Plusieurs sites d'échange de monnaies virtuelles sont dans la tourmente, après la récente chute de ces actifs, comme le Bitcoin. Aux États-Unis, les régulateurs veulent y mettre de l'ordre.



● **Le Bitcoin a perdu la moitié de sa valeur en deux mois.** REUTERS

Elles voulaient jouer sur le terrain des banques en prêtant de l'argent et en rémunérant des dépôts, mais faute de garanties suffisantes, plusieurs plateformes de cryptomonnaies se retrouvent dans la tourmente et risquent la faillite. Des taux d'intérêt à plus de 18% pour les épargnants, mais à 0,1% pour les emprunteurs, voilà ce que proposait Celsius Network avant de devoir, le 12 juin, suspendre tout retrait faute de liquidités suffisantes.

Fonds bloqués

Trois semaines plus tard, les fonds, qui atteignaient 11,8 milliards de dollars mi-mai, sont toujours bloqués. «Je pense que Celsius va faire faillite», prévoit Omid Malekan, professeur à l'université Columbia. «L'essentiel de la confiance (des clients) s'est envolé.» Depuis, d'autres noms ont rejoint Celsius, de CoinFlex à Babel Finance, qui s'étaient eux aussi essayés au crédit et ont dû geler les retraits, tandis que Voyager Digital a dû les limiter. Sur ces plateformes, après avoir déposé des cryptomonnaies, un utilisateur peut soit recevoir des intérêts, soit emprunter des devises numériques, son dépôt servant de garantie. «C'est vraiment dommage qu'on en soit arrivé là», se désole un utilisateur contacté via Reddit et qui assure avoir laissé sur Celsius plus de 350'000 dollars. «Celsius aurait dû prévoir ce genre de scénario.»

Chute du Bitcoin

La séquence a démarré avec la forte baisse des cryptomonnaies, et un Bitcoin amputé de la moitié de sa valeur en moins de deux mois. Cela

a entraîné une réaction en chaîne et forcé des emprunteurs à apporter de nouvelles garanties financières ou à rembourser immédiatement l'argent emprunté. Certains, telle la société d'investissement singapourienne Three Arrows Capital, aujourd'hui en liquidation, n'ont pu faire face et ont ainsi privé les plateformes de liquidités, ce qui les a contraintes à geler les fonds.

Enquêtes aux États-Unis

«La majorité de ces sociétés ont fait des prêts sans garantie ou avec des garanties insuffisantes», explique Antoni Trenchev, cofondateur de Nexo, une autre plateforme crypto qui, selon lui, s'en est tiré grâce à une politique de prêt plus stricte et une «gestion prudente du risque». Pas moins de cinq États américains ont ouvert ou étendu des enquêtes sur Celsius. Certains, dont l'Alabama, avaient déjà ordonné à la plateforme de cesser ses activités de prêt auprès des clients domiciliés dans leur État depuis l'an dernier.

«Grand besoin de régulation»

«Je m'attends à une répression très dure», avance Omid Malekan. Malgré les turbulences, la plupart des observateurs ne croient pas à une déstabilisation prolongée du secteur, ni même à l'extinction du crédit sur ce marché. «Ce n'est pas la pire crise qu'aient connue les cryptos», dit Charles Jansen, de Standard and Poor's. «Dans un marché en correction, vous découvrez quels sont les projets qui avaient une vraie valeur» et «les chimères qui vivaient sur l'argent facile»,

décrit Omid Malekan. «Nous nous attendons à voir une consolidation massive du secteur des cryptos», annonce Antoni Trenchev, les acteurs solvables mettant la main sur ceux qui sont en difficulté. L'épisode a sensibilisé aux limites d'un univers dépourvu de supervision. «Il y a grand besoin de régulation», souligne Charles Jansen. «C'est un point sur lequel tout le monde s'accorde dans le secteur.»

Les autorités passent à l'action

Faute d'un cadre réglementaire ad hoc, c'est jusqu'ici le gendarme américain des marchés, la SEC, qui a pris la main sur le dossier, mais sous un angle essentiellement répressif. Plusieurs dizaines de propositions de loi ont été déposées au Congrès américain ces derniers mois, mais l'une d'entre elles a plus particulièrement le vent en poupe. C'est le premier texte à être soutenu par des membres des deux partis, présenté par la sénatrice républicaine Cynthia Lummis et la démocrate Kirsten Gillibrand. Il a été bien accueilli par le milieu, en particulier parce qu'il propose de traiter les cryptomonnaies comme les matières premières, et non des titres financiers, comme le voudrait la SEC. Certains critiques y ont vu un texte trop conciliant. «Il donne à l'industrie crypto ce qu'elle veut», a notamment écrit, sur Twitter, Hilary Allen, professeure de droit à l'American University. L'Union européenne a pris de l'avance jeudi, en parvenant à un accord sur une réglementation des cryptomonnaies, qui renforcera notamment les garanties pour les investisseurs et la supervision.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
17 ^{ème} Foire Commerciale de l'OCI	13-19 juin 2022	Dakar Sénégal	Néant
Assemblées annuelles Afreximbank	15-18 juin 2022	Caire, Égypte	www.afreximbank.com
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	https://www.cci.bj/
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Un remarquable courant de chance influera sur vos affaires matérielles. Ce sera le moment de saisir sans hésiter les bonnes occasions qui s'offriront à vous. Vous attirerez aussi des sympathies agissantes, ce qui vous permettra d'accéder tout naturellement à la réalisation de vos objectifs.

Taureau Profitez du bel aspect de Jupiter pour vous attaquer à vos problèmes financiers. Vous pourrez trouver des solutions idéales. Il sera possible de réaliser de bons placements.

Gémeaux Vous pourrez adopter une politique d'expansion sur le plan matériel. Le Soleil, bien aspecté, vous favorisera. Des transactions financières de grande envergure seront à envisager avec profit.

Cancer Vous pourrez vous féliciter de votre stratégie financière mise au point dernièrement : elle aura porté ses fruits. Vous parviendrez non seulement à équilibrer votre budget mais encore à faire fructifier largement vos ressources.

Lion Jupiter, le maître de la chance, vous protégera de toute sa puissance sur le plan pécuniaire. Certes, vous ne devrez pas relâcher vos habitudes de vigilance, mais vous ne risquerez en aucun cas des difficultés notables.

Vierge Excellente journée pour réorganiser la gestion de vos biens matériels afin de gagner en efficacité. Même si vous ne possédez que quelques économies, autant les faire fructifier du mieux possible.

Balance Sur le plan pécuniaire, vous bénéficierez d'une certaine chance et trouverez des solutions fûtées pour mieux gérer votre budget. Mais restez toujours vigilant pour ne pas vous lancer dans des achats ruineux.

Scorpion Neptune en aspect favorable vous incitera à consacrer le maximum de temps à la gestion de vos biens matériels. Méfiez-vous seulement des conseils d'un de vos proches.

Sagittaire Occupez-vous des renouvellements de contrats, de baux de locations, d'assurances. Il serait dommage de vous mettre dans une position inconfortable par simple manque de prévoyance ou par oubli.

Capricorne Ne faites pas trop confiance à votre mémoire en ce qui concerne les questions matérielles. Notez tout, en particulier les factures que vous devez régler à date fixe. Cela vous évitera de gros ennuis.

Verseau L'influence de Neptune semble ambiguë. Son action paraît surtout concerner les placements d'argent au noir, qui vaudront à certains des plus-values importantes, mais à d'autres des ennuis possibles, du fait du manque de sérieux du placement en question.

Poissons Quelques problèmes financiers risquent de vous empoisonner l'existence. Pourtant, incapable de vous empêcher de vivre au-dessus de vos moyens, vous ne pourrez-vous en prendre qu'à vous-même. Quoi qu'il arrive, il faudra bien que vous finissiez par payer vos dettes.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO
Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM
Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE
.....
La Commission
.....



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 017/2022/AO/COM/UEMOA

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire en vue de la réalisation d'un film documentaire et des spots promotionnels sur les attraits touristiques de la destination UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la réalisation d'un film documentaire et des spots promotionnels sur les attraits touristiques de la destination UEMOA.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence, objet du présent appel d'offres.
5. Le délai d'exécution du contrat est de quatre (04) semaines.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non-validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite avant l'attribution du marché.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB** Tel.: +226 25 31 86 40 poste 87 30, Email : bsib@uemoa.int
- **M. Donikpo KONE**, Email : dkone@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres dans les bureaux de Représentation de l'UEMOA où à la Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières (DACM) de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA au profit de la Direction de la Trésorerie et de la Comptabilité (DTC).
8. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 12 juillet 2022 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet,**

Atioune THIOUNE



Lutte contre l'Extrémisme violent

WANEP-Togo œuvre pour la validation de la SNAPLEV

La branche togolaise du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP-Togo) organise, mardi 05 juillet 2022 à Lomé, en collaboration avec le Comité Interministériel de prévention et de lutte contre extrémisme violent (CIPLEV) un atelier de validation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (SNAPLEV).

● Joël YANCLO

Les questions relatives à l'extrémisme violent sont désormais une préoccupation de taille et nécessitent d'être abordées selon une méthodologie et une stratégie multi partie prenante. C'est dans ce contexte qu'il est mis en œuvre le projet « Renforcement de la résilience du Togo face à l'extrémisme violent dans un contexte d'insécurité sous-régionale », porté par la branche togolaise du Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix/ West Africa Network for Peacebuilding (WANEP-Togo), et financé par l'Ambassade des USA au Togo. Dans le cadre de ce projet, il est prévu l'élaboration de la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (SNAPLEV) au profit du Comité Interministériel pour la Prévention et la Lutte contre l'Extrémisme (CIPLEV) », dixit Père Edem AFOUTOU, Vice-président de WANEP-Togo dans son mot de bienvenu à l'atelier de validation de la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme violent (SNAPLEV) le 05 juillet 2022 à Lomé. Organisé par WANEP-Togo l'atelier de validation de la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme violent (SNAPLEV) a été ouvert par le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général YARK Damehame en présence du



Représentant de son Excellence l'Ambassadeur des Etats Unis au Togo, du Vice-Président du Conseil d'Administration de WANEP-TOGO et du Président du Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV). Au cours des travaux, les représentants des Ministères, des agences des Nations Unies, des Autorités déconcentrées de l'Etat, des partenaires techniques et financiers, les acteurs de la Société Civile ont examiné minutieusement le document de la SNAPLEV soumis à leur appréciation par le consultant commis pour cette étude en vue d'apporter leur amendement pour la consolidation dudit document. La validation dudit document s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement de la résilience du Togo face à l'extrémisme violent porté par WANEP-Togo dans un contexte d'insécurité sous-régionale. A l'issue de cet atelier de validation, les parties prenantes au projet et les partenaires nationaux de la lutte contre l'extrémisme violent ont désormais une

meilleure appropriation de la stratégie nationale.

Une stratégie complétée par dix annexes

A la suite des consultations régionales conduites dans les régions des plateaux, du maritime et du Grand Lomé, cofinancées par l'Ambassade des USA au Togo et le PNUD Togo, en complément aux missions et études exploratoires dans la région des Savanes et dans d'autres villes du pays afin d'évaluer les facteurs de risques et de vulnérabilité, le consultant recruté a produit ladite stratégie complétée par 10 annexes. Afin d'enrichir ce document, une validation nationale prenant en compte des préoccupations internes avait été prévue et une première rencontre s'est tenue à cet effet, au siège du CIPLEV le 25 février 2022. WANEP-Togo, fidèle à sa vocation consistant à œuvrer pour l'édification de la paix, entend continuer, en bonne intelligence avec tous les acteurs, à travailler pour que les priorités liées à la paix et au développement puissent prévaloir, pour le bien de toutes et tous. Cette lutte contre la haine, le fondamentalisme et l'extrémisme que nous imposent des adversaires qui exploitent nos plus petites faiblesses et nous attaquent toujours avec beaucoup de surprise, doit être menée avec la conscience qu'au nom de la dignité humaine, aucune vie ne devrait être injustement enlevée.



Football

La CAF crée une nouvelle compétition

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé le lancement, dès août 2023, d'une nouvelle compétition. Il s'agit de la Super Ligue africaine avec une dotation de 100 millions de dollars (96 M€).

● Eyram AKAKPO

La Confédération africaine de football (CAF) va lancer en août 2023 en Tanzanie, une Super Ligue africaine dotée de 100 millions de dollars (96 M€). Elle se jouera en parallèle de la Ligue des champions et devrait regrouper 24 clubs. « Nous allons lancer cette compétition le 10 août en Tanzanie. Puis nous passerons les semaines et mois suivants à parler avec des investisseurs et partenaires, a annoncé le président de la CAF Patrice Motsepe, le 3 juillet 2022 à Rabat. Les détails de cette nouvelle compétition qui débutera en août



2023 seront dévoilés le mois prochain lors d'une cérémonie de lancement organisée en Tanzanie. « Une partie importante de l'argent de la Super League de la CAF sera réinvestie dans le football africain et une partie du processus consiste à donner 1 million de dollars chaque

année à chacune des 54 associations membres de la CAF en tant que contribution au développement du football et de la jeunesse », a indiqué Patrice Motsepe le président de la CAF. Le lancement de cette Super Ligue avait été approuvé à l'unanimité l'année dernière par les 54 associations membres de la CAF.

Neymar, un effectif réduit, le système tactique

Christophe Galtier annonce ses premiers choix forts au PSG

Fraichement nommé coach du PSG, le technicien français a déjà fait quelques annonces. Extraits.

Nouveau patron du Paris Saint-Germain, Christophe Galtier s'est vu confier la destinée de la plus grande équipe française actuelle. Une belle récompense pour ce technicien dont le travail a payé à Saint-Étienne et surtout à Lille. Mais contrairement à l'image qu'a laissée Mauricio Pochettino, Galtier ne compte pas se contenter de prendre l'équipe rouge et bleu et d'attendre un exploit d'une de ses stars. Le Marseillais veut être un homme d'action, faire des choix. Et sa première décision forte a été d'afficher publiquement son envie de voir Neymar rester. « Neymar est un joueur de classe mondiale. Quel entraîneur ne souhaiterait pas avoir Neymar dans son effectif! Évidemment, il y a un équilibre à trouver dans une équipe. J'ai une idée très précise sur ce que j'attends de Neymar. Je veux être à l'écoute de ce qu'il va dire. Je souhaite que Neymar reste. » De quoi mettre un

terme aux rumeurs de départ du Brésilien (régulièrement annoncé à Chelsea) ? L'avenir nous le dira. Car Galtier a confirmé une tendance évoquée avant même le début du mercato francilien : l'effectif parisien doit être fortement dégraissé. « Je suis un entraîneur très exigeant, qui aime voir les joueurs travailler, être heureux. Il n'y a pas de grandes performances sans des joueurs heureux. Pour qu'ils soient heureux, je pense que l'effectif doit être réduit. On en a parlé avec la direction. On ne peut pas avoir dans le vestiaire des joueurs qui ne jouent pas. Quand vous ne jouez pas, vous êtes malheureux. On va faire en sorte de travailler pour avoir la bonne taille de l'effectif ». Et une fois qu'il aura l'effectif souhaité, le nouvel homme fort tentera d'appliquer ses principes, notamment tactiques. Cependant, c'est un Galtier new-look que l'on devrait avoir au PSG.

trois

En effet, face aux critiques sur son style de jeu habituel considéré comme peu emballant, « Galette » a fait une promesse. « Il faut avant tout gagner. Mais quand vous avez un tel effectif, vous devez bien jouer. Généralement, vous gagnez quand vous jouez bien. Il y aura une approche différente sur le jeu. Je vais avoir à ma disposition des joueurs de très haut niveau. Paris a très souvent la possession de balle et des équipes bloc bas en face. Il faudra attaquer, mettre une grosse pression, garder un équilibre. Ça ne ressemblera pas à ce que j'ai fait auparavant dans d'autres clubs », a-t-il indiqué, avant de confier qu'il s'oriente vers un système à trois défenseurs. « Je n'ai pas encore rencontré les joueurs. J'en ai parlé avec la direction sportive. Je m'adapterai avec l'effectif qui sera mis à ma disposition.

Vers une défense à

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

ENGAGE

TOI POUR LE DÉVELOPPEMENT DE TA RÉGION

CARRIERES.BOAD.ORG



#CRÉATEURSD'AVENIR

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

**TOUTE L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE D'ICI
ET D'AILLEURS**



Economie



Finances



Entreprises ...



: +228 92 10 93 53 / 97 25 84 84



: leconomistetogo@gmail.com



: www.leconomistedutogo.com



: l'économiste du Togo



: @economisteTogo